

Le Grand Débat National : Démocratie et Citoyenneté Réunion Bihorel 11 Février 2019

Le groupe « Démocratie et Citoyenneté » était composé d'une bonne vingtaine de participants (majorité de seniors, quatre jeunes...), sur environ cent personnes au total, qui s'étaient déplacées pour débattre des quatre grands thèmes proposés.

Les questions n'ont pas toujours été traitées dans l'ordre « officiel », ce qui aurait paru trop scolaire dans la mesure où les membres du groupe, de par leurs commentaires, ont souvent ouvert eux-mêmes la liaison avec des sujets complémentaires, mais cohérents. Cela a permis une bonne participation, chacun parlant à son tour, sans aucun heurt ni dispute.

L'animateur/coordonnateur/rapporteur s'est limité à dégager la ou les tendances des commentaires pour aboutir à une synthèse acceptée par les participants, quand il n'y avait pas naturellement de réponse précise et unanime. Beaucoup de questions étant redondantes, le présent rapport ne s'est donc pas étendu sur des réponses qui l'auraient été également...

Cependant, pour la bonne règle, et permettre un dépouillement final plus facile, l'ordre officiel des questions posées est repris ci-après, avec aussi bien les réponses précises que les tendances majoritaires.

Question 01

Le maire est la personne en laquelle la confiance est la plus grande, car il est l' élu le plus proche, celui qui va représenter le mieux la population de sa ville, et lui rendre des comptes.

Question 02

Oui.

Difficile de lister d'autres types d'associations et autres organisations.

Question 03

La démocratie directe, car certains élus n'ont (plus) aucun lien avec leurs administrés.

Le problème qui émerge le plus : l'Administration est de plus en plus éloignée des administrés. La cause peut en être les « couches » qui se sont multipliées avec le temps : Communautés de Communes, Métropole, Europe, etc...

Finalement personne ne sait très bien ce que font ces élus, si le travail est bien en rapport avec leur programme initial, et cela à quelque niveau que ce soit. Par exemple, beaucoup de députés ne font rien remonter de leurs travaux vers leur circonscription, en tous cas vers leurs électeurs.

Question 04

Une bonne chose.

Mais il convient de conserver des cumuls constructifs, selon la taille des villes, par exemple maire et député pour une ville moyenne.

Question 05

Inclure une dose de proportionnelle, ce qui existe déjà pour les élections municipales.

Pour les législatives, s'il n'y a pas une nette majorité qui se dégage, difficile, voire impossible de gouverner

Finalement, taux difficile, sinon impossible à définir.

Question 06

Législatives a priori, mais là aussi difficile de donner une réponse.

Question 07

Oui, à l'unanimité.

Il faut conserver les deux Assemblées.

Il faut aller vers la diminution du nombre d'élus en général, quand cela est utile sans nuire au bon fonctionnement de l'Etat, des Collectivités, etc...

Question 08

Abstention en général trop importante.

Pour inciter les électeurs à se déplacer, il faut qu'ils se sentent concernés par la vie de leur cité, de leur pays, etc...

Cela commence par l'éducation, la famille et l'école.

C'est une lente construction. L'Etat y a forcément sa place.

Question 09

Plutôt non. L'assistance était partagée.

Question 10

Oui, à l'unanimité. Cette question a d'ailleurs suscité beaucoup d'interventions.

Si le vote blanc est reconnu, les abstentionnistes viendront peut-être voter...

Il faut cependant qu'il soit reconnu par le Gouvernement, quel qu'il soit.

Il faut également définir un seuil réaliste (exemple 50% ?) pour annuler une élection.

Question 11

Cf. réponses aux Questions 03 et 08.

Les Services de Communication des Collectivités ont aussi un rôle important à jouer : il faudrait plus de réunions d'informations. Les médias (journaux, télé, ...) doivent également être largement impliqués.

Question 12

Oui, s'il est décidé dans le cadre de la Constitution.

Non à l'unanimité pour le Référendum d'Initiative Citoyenne : c'est la foule qui décidera, non le peuple souverain.

Niveau local ? Pour quelles décisions ?

Question 13

Le RIP n'est pas bien connu.

Question 14

Pas de tendance précise.

Question 15

De nouveau retour aux réponses aux Questions 03 et 08.

Et que les élus appliquent à tous les niveaux la plus parfaite transparence sur l'utilisation de l'argent public.

Question 16

Surtout qu'elles rendent compte de leur travail.

Les transformer ? Déjà par exemple si un élu décide de quitter son parti, il ne doit pas rester dans l'Assemblée pour laquelle il a été élu, et doit démissionner de sa fonction élective (député, sénateur, etc...).

Question 17

A améliorer.

Il faudrait déjà se mettre d'accord sur le terme « laïcité ».

Question 18

Cf. réponses aux Questions à venir 31 à 33...

Question 19

Par l'éducation et l'école (cf. réponses à la Question 08)

Question 20

Cf. réponse à la Question 19.

En ajoutant que l'Ecole forme (normalement) des citoyens, le milieu associatif également.

Et à noter que si les cours d'éducation civique existent toujours, il semblerait que le corps professoral n'en tienne pas assez compte : les jeunes sont demandeurs.

Cela étant, le Service Civique (obligatoire ?) pourrait être une bonne piste pour l'intégration et une meilleure connaissance de la mixité, s'il dure suffisamment longtemps (plusieurs mois, à définir).

Question 21

Le respect de l'autre, à commencer par dire : « Bonjour, Au revoir, Merci... ».

En évitant « d'étiqueter » quelqu'un, sans réfléchir aux conséquences (cf. réponses à la Question 24).

Question 22

Cf. réponses aux Questions 19, 20, 21...

Question 23

Nous voilà donc revenus à la Question 03...

Cela étant, il faut pouvoir inciter les jeunes à prendre des responsabilités dans les milieu associatif (sport, centre aéré, etc...), pour qu'ils prennent conscience des difficultés de bien gérer un groupe.

Question 24

Cf. réponses aux Questions 19 et 21.

Puis les comportements vis-à-vis des femmes.

Et surtout les insultes « d'étiquette » : antisémitisme, homophobie, etc...

Question 25

On tourne en rond : cf. réponses aux Questions 19, 21, 22, 24...

Question 26

Sans l'appui de l'Etat, c'est peine perdue.

Il existe bien les travaux d'intérêt général au niveau des Communes...

Question 27

Discriminations et incivilités, même combat : cf. réponses Questions 24, 25, 26...

Question 28

Cf. réponses aux Questions 19, 21, 22, 24, 25...

Question 29

Cela existe déjà, par exemple contrat partenaire jeunes : celui qui bénéficie de l'allocation CAF pour des activités donne une partie de son temps à aider d'autres jeunes ou des personnes âgées.

Question 30

Le droit d'asile est dans la Constitution.

Nous adhérons à la Déclaration des Droits de l'Homme.

Cette question dépendant aussi de l'Union Européenne, il est difficile de définir seuls notre politique migratoire.

Par exemple, si on accueille des immigrés, on leur laisse le droit de pratiquer leur religion, mais ils doivent en contrepartie absolue respecter la laïcité.

Question 31

Cette question dépend également de l'Union Européenne.

Question 32

L'Etat doit prendre en main le problème des lieux de cultes et leur financement.

Question 33

Cf ; réponses aux Questions 30, 31, 32...

Question 34

Surtout en ce qui concerne nos jeunes.

Il serait plus qu'utile d'apprendre à notre jeunesse à s'exprimer, à s'intéresser à sa vie de citoyen.

Cela rejoint encore les Questions 03 et 08, mais en conclusion, les débats entre jeunes à l'école, particulièrement au niveau du bac, devraient redonner la place à l'expression orale qui fait dramatiquement défaut actuellement dans les relations sociales, pour mieux former les citoyens.

Michel Laurence

Animateur/Coordonnateur/Rapporteur

Avec l'aide précieuse de la plume de Madame Annette Gourmond